

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 741

11 mars 2016

SOMMAIRE

Arbelan S.à r.l.	35550	Ledro Investissement S.A.	35528
Bevington Sàrl	35532	Luxembourg International Asset Management Group S.A./N.V.	35522
Bureau d'Etude de Systèmes de Sécurité Elec- troniques-Recherche et Développement	35549	Martens Lux S.A.	35530
Canvest SA	35526	Mary S.A.	35529
Capital Plus SICAV-SIF	35525	Mimabruyn S.à r.l.	35530
Carmel Capital VI S.à r.l.	35526	MML Enterprises S.à r.l.	35530
Cliona Holding S.A.	35526	Montague Lux S.à r.l.	35531
Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Nor- way Holding S.à r.l.	35554	North Africa Consumer Goods S.à r.l.	35527
De Coursier S.à.r.l.	35532	Orion International Property Development Li- mited S.à r.l.	35531
EPF Acquisition Co 53 S.à r.l.	35540	Park Square Capital III S.à r.l.	35528
GPelect S.à r.l.	35523	Phantom Holding S.à r.l.	35550
Grey Horse I	35522	Prepsa Traders S.A.	35538
HIGHSTREET Premium I PropCo II S.à r.l.	35523	Realestate J&P Sàrl	35523
Holnest Investments S.à r.l.	35523	SDK Services S.A.	35534
H.R.O. S.A.	35527	Second-Residence s.à r.l.	35524
Indra SPF S.A.	35532	SIGNA R.E.C.P. Development IZD S.à r.l. ...	35524
Invest Services S. à r.l.	35529	SMP 14H S.à r.l.	35525
IPAGL Participations S.A.	35532	Sportanlage Gummersacher Strasse S.à r.l.	35568
Jackson, Jones & Cie S.e.n.c.	35529	St. Modwen Properties III S.à r.l.	35524
Jupiter Luxembourg S.à r.l.	35522	TA EU Acquisitions III S.à r.l.	35525
Kenzan International S.A.	35527	Tenencia Properties S.à r.l.	35552
LBREP III Fimit S.à r.l.	35531	Tyburn Tobacco Company Limited S.à r.l. ..	35533
LBREP III Tim S.à r.l.	35528	Wallis Estate	35524

Luxembourg International Asset Management Group S.A./N.V., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 176.183.

—
Extrait de la résolution écrite du Liquidateur du 6 janvier 2016

Le Liquidateur décide le transfert du siège social du 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016004802/11.

(160003347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Grey Horse I, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 172.575.

—
Extrait du conseil d'administration tenue en date du 30 novembre 2015

Décision

Le Conseil d'administration décide:

1. de procéder au transfert du siège social actuel, le 128, Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, vers le 7 Rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg

2. de rendre ce transfert effectif à compter de la date de ce procès-verbal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016004679/15.

(160003643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Jupiter Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.448.975,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 156.530.

—
Extrait des Résolutions des Associés en date du 30 Décembre 2015

- La démission de Monsieur Maxence Monot, né le 08 décembre 1976 à Dijon, France, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, de sa fonction de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 décembre 2015;

- Monsieur Nicholas Karl Richardson, né le 24 novembre 1982 à Jersey, Channel Islands, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015;

- Madame Anne-Cécile Tritsch, née le 29 septembre 1981 à Metz, France, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommée gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Jeffrey C. Hadden, gérant de catégorie A;

- Monsieur Thomas Alber, gérant de catégorie A;

- Monsieur Gregory Wallace, gérant de catégorie A;

- Monsieur Simon Barnes, gérant de catégorie B;

- Monsieur Wayne Fitzgerald, gérant de catégorie B;

- Monsieur Nicholas Karl Richardson, gérant de catégorie B; et

- Madame Anne-Cécile Tritsch, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004757/28.

(160003358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Realestate J&P Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6310 Beaufort, 4, Chemin des Rochers.
R.C.S. Luxembourg B 146.783.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016061802/9.
(160022789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

GPelect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4480 Belvaux, 62A, Chemin Rouge.
R.C.S. Luxembourg B 147.554.

Par la présente, la société GPELECT SARL fait part du changement d'adresse de l'associé et du gérant unique Monsieur STOCCHI Marco. La nouvelle adresse se situe à L-4382 Ehlerange, 43, rue de Sanem.

Pour la société GPELECT SARL

Référence de publication: 2016004673/10.
(160002706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Holnest Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 191.506.

EXTRAIT

Il convient de noter que l'adresse de Minas X. Kyriakou, associé de la Société, se situe désormais au:
Agios Aimilianos, Porto Heli, Kranidi, 21300, Grèce
Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 6 janvier 2016.
Référence de publication: 2016004691/13.
(160002836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

HIGHSTREET Premium I PropCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 196.775.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession sous seing privé signé en date du 30 décembre 2015 que CAP HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 196.665, a cédé 11.250 parts sociales de la Société à HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 201.838 et 1.250 parts sociales de la Société à HIGHSTREET Premium I AcquiCo Ltd., une société de droit de Guernsey, avec siège social à Redwood House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey GY1 1WA et immatriculée auprès du Guernsey Registry sous le numéro 61242.

Partant, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l.	11.250 parts sociales
HIGHSTREET Premium I AcquiCo Ltd.	1.250 parts sociales
TOTAL	12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Référence de publication: 2016004699/22.
(160003640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Second-Residence s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.
R.C.S. Luxembourg B 185.321.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062603/10.

(160023630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

SIGNA R.E.C.P. Development IZD S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 142.385.

Auszug aus dem schriftlichen Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 31. Dezember 2016

Aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses der Gesellschaft vom 31. Dezember 2015 haben sich in der Geschäftsführung der Gesellschaft folgende Änderungen ergeben:

- Herr Johannes Haecker, geboren am 01. November 1967 in München (Deutschland), geschäftlich ansässig in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg wurde mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.

Référence de publication: 2016005077/13.

(160003084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Wallis Estate, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 160.976.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance du 23 décembre 2015

1. Changement de l'adresse du siège social

Le siège social de la société est transféré du 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg au 24 rue Astrid, L-1143 Luxembourg, et ce à compter du 1^{er} janvier 2016

Luxembourg, le 6 janvier 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016005203/15.

(160003286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

St. Modwen Properties III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.001,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 154.089.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 04 janvier 2016

L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Andrew Taylor, Administrateur de sociétés, de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 04 janvier 2016.

L'Associé Unique décide de nommer Monsieur Robert Jan Hudson, Administrateur de sociétés, résidant professionnellement à Park Point, 17 High Street, Longbridge, Birmingham B31 2UQ en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société pour une période illimitée avec effet au 04 janvier 2016.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2016005107/16.

(160003025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Capital Plus SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 165.483.

Les comptes annuels au 30 novembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VP Fund Solutions (Luxembourg) SA
Référence de publication: 2016062034/10.
(160023575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

SMP 14H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 187.462.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 04 janvier 2016

L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Andrew Taylor, Administrateur de sociétés, de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 04 janvier 2016.

L'Associé Unique décide de nommer Monsieur Robert Jan Hudson, Administrateur de sociétés, résidant professionnellement à Park Point, 17 High Street, Longbridge, Birmingham B31 2UQ en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société pour une période illimitée avec effet au 04 janvier 2016.

Pour extrait
La Société

Référence de publication: 2016005092/16.
(160002938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

TA EU Acquisitions III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.212.480,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.383.

Extrait des Résolutions des Associés en date du 30 Décembre 2015

- La démission de Monsieur Maxence Monot, né le 08 décembre 1976 à Dijon, France, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, de sa fonction de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 décembre 2015;

- Monsieur Nicholas Karl Richardson, né le 24 novembre 1982 à Jersey, Channel Islands, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommé gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015;

- Madame Anne-Cécile Tritsch, née le 29 septembre 1981 à Metz, France, résidant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, a été nommée gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Jeffrey C. Hadden, gérant de catégorie A;
- Monsieur Thomas Alber, gérant de catégorie A;
- Monsieur Gregory Wallace, gérant de catégorie A;
- Monsieur Simon Barnes, gérant de catégorie B;
- Monsieur Wayne Fitzgerald, gérant de catégorie B;
- Monsieur Nicholas Karl Richardson, gérant de catégorie B; et
- Madame Anne-Cécile Tritsch, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 06 janvier 2016.

Référence de publication: 2016005139/28.
(160003188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Canvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 188.015.

Nous vous informons par la présente de notre démission de notre mandat de Commissaire aux Comptes auprès de la société CANVEST S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg n° B 188015, ceci avec effet immédiat.

Luxembourg, le 08 décembre 2015.

L'Administrateur Délégué

Référence de publication: 2016004495/11.

(160002863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Carmel Capital VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.621.965,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 158.035.

EXTRAIT

Il est à noter que depuis le 21 décembre 2015, l'adresse professionnelle de Gérard Maîtrejean, Martine Gerber-Lemaire et Stéphane Hadet, gérants de la Société, a changé et est désormais la suivante:

Atrium Vitrum Building, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange - Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016004502/16.

(160002996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Cliona Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 172.710.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 16 novembre 2015 que Monsieur Vincent WILLEMS, actuel administrateur, a été nommé président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 17 décembre 2015 que:

- Madame Laurence BARDELLI et Monsieur Bertrand MICHAUD ont démissionné de leur fonction d'administrateur.

- Mesdames Sabrina ACHAQ, employée privée, née le 5 avril 1986 à Forbach (France) et Morgane DETHIER, employée privée, née le 24 mars 1992 à Malmedy (Belgique), demeurant toutes deux professionnellement au 10, rue Antoine Jans à L-1820 Luxembourg, ont été nommées à la fonction d'administrateur.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2021.

- Les mandats suivants ont été renouvelés:

* Monsieur Vincent WILLEMS, expert-comptable, demeurant professionnellement au 10, rue Antoine Jans à L-1820 Luxembourg, administrateur.

* La société SER.COM S.à r.l., RCS B 117942, société à responsabilité limitée ayant son siège social au 19, boulevard Grande-duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg.

Les mandats de l'administrateur-président et du commissaire aux comptes viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Référence de publication: 2016004475/27.

(160003263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Kenzan International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 38.403.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 05 janvier 2016 que:

1- Le siège social a été transféré de son ancienne adresse au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 06 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004782/15.

(160002676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

H.R.O. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 61.630.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 3 février 2015, a nommé en qualité de dépositaire des actions au porteur de la société:

- RSM FHG & Associés, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B85099.

En outre, depuis le 26 octobre 2015, la Société RSM FHG & Associés a changé sa dénomination sociale de RSM FHG & Associés en RSM Tax & Accounting Luxembourg.

Luxembourg, le 5 janvier 2016.

Pour H.R.O. S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2016004684/17.

(160002712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

North Africa Consumer Goods S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 716.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 136.720.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 31 décembre 2015

L'Assemblée a décidé à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de clôturer la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans auprès de la société SGG S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B65906.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004921/21.

(160004106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

LBREP III Tim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.775,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 133.066.

EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

40 West 57th Street, 29th floor, New-York, 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Décembre 2015.

Pour extrait conforme

LBREP III Tim S.à r.l

Christophe Mathieu / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2016004826/17.

(160003272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Ledro Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 194.848.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 décembre 2015.

1) L'Assemblée approuve le rapport du Liquidateur établi à la date du 28 décembre 2015 et le rapport du Commissaire Vérificateur du 30 décembre 2015 et les comptes de liquidation.

2) L'Assemblée accorde décharge au Commissaire Vérificateur et au Liquidateur distinctement à chacun d'eux et sans réserve pour l'exécution de leur mandat.

3) La liquidation de la société anonyme LEDRO INVESTISSEMENT S.A. «en liquidation» est définitivement close, la société est définitivement dissoute et elle est à rayer du registre de commerce et des sociétés.

4) Les livres et documents sociaux seront conservés pendant les délais légaux au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016004830/18.

(160004268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Park Square Capital III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 191.762.

En vertu d'un contrat de cession daté du 6 janvier 2016, Park Square Capital Partners III Supplemental Fund, LP un des associés de la Société, a décidé de céder cinquante-trois (53) parts sociales qu'il détient à Park Square Capital Partners III, LP une société en commandite régie par les lois de Guernesey, dont la siège social est établi à La Grande Rue, Old Bank Chamber, GY4 6RT St Martin's, Guernesey et immatriculée au registre des sociétés de Guernesey sous le numéro 1913.

En conséquence du transfert ci-dessus, la participation dans la Société est désormais la suivant:

- Park Square Capital Partners III, LP détient 10.473 parts sociales; et

- Park Square Capital Partners III Supplemental Fund, LP détient 2.027 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Park Square Capital III S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016004954/19.

(160003117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Jackson, Jones & Cie S.e.n.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.374.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que l'adresse de Monsieur Steven Flynn est désormais Eastwood Parkview Tower 2, Unit 33J, Eastwook City Cyberpark, Brgy. Bagumbayan, Quezon City, 1110, Metro Manila, Philippines.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004752/12.

(160003802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Mary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 68.402.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 5 janvier 2016 qu'il est mis fin au mandat de la société FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016004890/13.

(160002926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Invest Services S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 2, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 46.865.

Suite à la clôture de la liquidation des deux sociétés associées de la société INVEST SERVICES S. à R.L., à savoir la société FORTUNALUX S.A. et la société CITIUS S.A., toutes deux ayant eu leur siège social à L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich, les 500 parts sociales de la société INVEST SERVICES S. à R.L. sont dorénavant réparties comme suit:

NOM	ADRESSE	Date et lieu de naissance / Numéro RCS	NOMBRE DE PARTS
COMPANY ONE OF Luxembourg SA	L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich	B71613	250
Jeroen PIQUEUR	B-9831 Deurle, Vordelaan 5	17 août 1954 à Gand	59
Jo VIAENE	B-8860 Lendelede, Heulsestraat 22	18 février 1969 à Izegem	58
Frank VINCENT	B-9800 Bachte-Maria-Leerne, Veerstraat 8	04 novembre 1964 à Gand	58
Jan de PAEPE	B-9000 Gent, Kouter 126	14 janvier 1960 à Gand	
Ruben PIQUEUR	B-9830 Sint-Martens-Latem, Dorpstraat 40	18 mai 1977 à Gand	
Peter MAGHERMAN	B-9630 Zwalm, Beerlegemsebaan 2	11 octobre 1972 à Gand	
Geert VANEMELEN	B-2531 Vremde, Broechemsesteenweg 35	28 mai 1970 à Deurne	75
			en indivision
Stephan DE BAETS	B-9031 Drongen, Meirebeekstraat 23	21 mars 1967 à Vilvoorde	
Kristof DELOBELLE	B-8211 Aartrijke, Brugsestraat 119	04 décembre 1969 à Courtrai	
Ivan DELRUE	B-8470 Gistel, Boomgaardstraat 29	14 février 1968 à Oostende	
Nick VERMOERE	B-9270 Laarne, Bulstraat 13b	26 mars 1971 à Courtrai	
Eric ERKELENS	B-2880 Bornem, Kevitlaan 4	27 octobre 1971 à Bornem	
Koen PETIT	B-9240 Zele, Beekstraat 5	20 août 1969 à Oudenaarde	

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016004744/29.

(160003177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

MML Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 123.191.

Il est porté à la connaissance de tiers que, suite au changement de nom de l'associé unique en date du 21 septembre 2007, les parts de la société n'ont pas été correctement enregistrées depuis sa constitution. Les 500 parts sont en effet détenues par MMB Holdings Inc.

Luxembourg, le 6 janvier 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016004905/14.

(160003111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Martens Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4842 Rodange, 39-41, rue de la Terre Noire.

R.C.S. Luxembourg B 148.382.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2015, ont été nommés, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31.12.2018.

- M. Kris MARTENS, 133, Gieterijstraat, B-3600 Genk, Administrateur et Administrateur-Délégué et Président;
- M. Albert MARTENS 133, Gieterijstraat, B-3600 Genk, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- Mme Marie-José VANDEREYCKEN, 133, Gieterijstraat, B-3600 Genk, Administrateur;
- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2016004888/15.

(160003672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Mimabruyn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 178.891.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 16 décembre 2015, numéro 2015/2912 de son répertoire, enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 24 décembre 2015, relation: 1LAC/2015/41604 de la société à responsabilité limitée "MIMABRUYN S.à r.l.", avec siège social à L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 178 891, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 17 juillet 2013, publié au Mémorial C, numéro 2224 du 11 septembre 2013,

- Monsieur François BRUYNINCKX, seul associé, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 16 décembre 2015,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- l'associé a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'il assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

Bascharage, le 7 janvier 2016.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2016004902/25.

(160004200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Montague Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 164.600.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation volontaire de la société Montague Lux S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Danielle Kolbach en date du 30 décembre 2014, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire tenue sous seing privé en date du 28 décembre 2015.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004875/16.

(160004355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

LBREP III Fimit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 264.908,75.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 134.397.

EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société a changé:

40 West 57th Street, 29th floor, New-York, 10019, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Décembre 2015.

Pour extrait conforme

LBREP III Fimit S.à r.l.

Christophe Mathieu / Mike Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2016004825/17.

(160003273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Orion International Property Development Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 62.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 130.185.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 31 décembre 2015

Les associés de la Société:

- approuvent le rapport du commissaire à la liquidation;
- donnent décharge au commissaire à la liquidation et au liquidateur de la Société;
- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 31 décembre 2015;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 412F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Orion International Property Development Limited S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2016004941/21.

(160004446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

De Coursier S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5540 Remich, 25, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 193.204.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ehnen, le 6 janvier 2016.
Référence de publication: 2016003640/10.
(160002577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

IPAGL Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 45.937.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 5 janvier 2016.

Acceptation de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant qu'Administrateur B en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ démissionnaire avec effet au 21 mai 2015.

Pour la société

IPAGL PARTICIPATIONS S.A.

Référence de publication: 2016003842/13.
(160002043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Indra SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 35.746.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 15 juillet 2015:

- La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Fiduciaire Lux Inter S à R L, ayant son siège social à L 1840 Luxembourg, 11A Boulevard Joseph II (RCS Luxembourg B 97 523) est nommée pour une durée indéterminée à la fonction de dépositaire, en application des dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Référence de publication: 2016003832/15.
(160002290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Bevington Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 1.712.673,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 138.228.

EXTRAIT

Il est à noter que depuis le 21 décembre 2015, l'adresse professionnelle de Gérard Maîtrejean et Martine Gerber-Lemaire, gérants de la Société, a changé et est désormais la suivante:

Atrium Vitrum Building, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange - Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016004413/16.
(160003241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Tyburn Tobacco Company Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 19.714.

—
DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE QUATORZE DECEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

LANDEWYCK GROUP S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social au 31, rue de Hollerich, L - 1741 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 7190, anciennement dénommée Manufacture de Tabacs Heintz Van Landewyck S.à r.l.,

ici représentée par Monsieur Florent KLING, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg et par Madame Pascale FEYEREISEN, assistante juridique, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 1^{er} décembre 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée,

ci-après nommée «l'associé unique»,

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- que la société à responsabilité limitée TYBURN TOBACCO COMPANY LIMITED, ayant son siège social au 31, rue de Hollerich, L - 1741 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B sous le numéro 19714, ci-après dénommée «la Société», a été constituée en date du 16 septembre 1982 par acte du notaire Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 282 du 4 novembre 1982, et que les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire Frank BADEN, prénommé, en date du 21 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 204 du 25 mars 1999;

- que le capital social de la Société est fixé à EUR 12.394,68 (douze mille trois cents quatre-vingt-quatorze euros soixante-huit cents), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales, toutes entièrement souscrites et libérées;

- que l'associé unique est la seule propriétaire de la totalité des parts sociales représentatives du capital souscrit de la Société;

- que l'activité de la Société ayant cessé, l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, détenant l'intégralité des parts sociales, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- que l'associé unique se désigne comme liquidateur de la Société, et en cette qualité il a rédigé son rapport de liquidation, lequel reste annexé au présent acte;

- que l'associé unique, tel que représenté, déclare que tout le passif de la Société connu ou provisionné a été payé, qu'il reprend tout l'actif de la Société et que, par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, l'associé unique déclare irrévocablement assumer solidairement avec la Société l'obligation de payer tout ce passif éventuel actuellement inconnu, qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est considéré réglé et que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- que l'actif éventuel restant sera attribué à l'associé unique;

- que les déclarations du liquidateur ont été vérifiées par la société FIDUCIAIRE CENTRALE DE LUXEMBOURG S.A., ayant son siège au L - 2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt, R.C.S. Luxembourg B 57321, désignée comme «commissaire à la liquidation» par l'associé unique de la Société, lequel confirme l'exactitude du rapport du liquidateur. Le rapport du commissaire à la liquidation restera annexé au présent acte;

- que partant la liquidation de la Société est à considérer comme réalisée et clôturée;

- que décharge pleine et entière est donnée au gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de ce jour;

- que décharge pleine et entière est donnée au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que Monsieur Florent KLING, juriste, demeurant professionnellement à L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich, est désigné comme mandataire spécial pour l'exécution de toute opération susceptible d'être accomplie une fois la société liquidée;

- que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société, à savoir au 31, rue de Hollerich, L - 1741 Luxembourg.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes sont estimés à approximativement mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la comparante, connus par noms, prénoms, états et demeures, les prédits mandataires ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. KLING, P. FEYEREISEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40242. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015212974/72.

(150239371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

SDK Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 3, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 202.618.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-sept décembre

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1. Monsieur Patrick SCHOSSELER, Directeur, né à Hayange (France) le 26 novembre 1964, demeurant à F-57 700 Neufchef, 4 rue de Ranguévaux,

2. Monsieur Jérémy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 7 avril 1992, demeurant à F-57 700 Neufchef, 4 rue de Ranguévaux,

3. Monsieur Philippe DILLMANN, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 9 janvier 1971, demeurant à F-57 190 Florange, 17 rue Jean Jaurès,

4. Monsieur Pascal KOLTES, administrateur de sociétés, né à Algrange (France) le 1^{er} avril 1965, demeurant à F-57 700 Neufchef, 18 cote Louis,

ici représentés par Monsieur Michaël DUVAL, employé, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en vertu de quatre (4) procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés ainsi qu'il a été dit, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «SDK Services S.A.» (ci-après la «Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée, et par les présents statuts.

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la commune de Mondercange. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du Conseil d'Administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet le nettoyage de tous bâtiments, immeubles, locaux commerciaux et/ou industriels, pavillons individuels, ainsi que l'entretien de tous types d'espaces verts.

Dans ce cadre, la Société pourra importer, acheter, vendre et exporter des articles et produits de nettoyage en tout genre, ainsi que toutes machines utilisées pour l'exécution de ces travaux d'entretien et de nettoyage.

Elle peut également acquérir, gérer, mettre en valeur et aliéner des participations de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 31'000,- (trente-et-un mille EUROS) représenté par 100 (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois-cent-dix EUROS) chacune.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les actions entre ses seules mains, la Société est une société anonyme unipersonnelle au sens de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle. Lorsque la Société ne comporte qu'une seule personne, celle-ci est dénommée «associé unique». La Société peut avoir un associé unique lors de sa constitution, ainsi que par réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Titre III. Administration

Art. 6. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre dénommé administrateur unique jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Art. 7. Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président et, le cas échéant, un vice-président. En cas d'empêchement de l'un et de l'autre, ils sont remplacés par l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, ou à leur défaut, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Lorsque le conseil d'administration est limité à un administrateur unique, cet article n'est pas d'application.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs-délégués ou par la signature de l'administrateur unique, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le Conseil d'Administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son Président, de deux administrateurs délégués à ces fins ou de l'administrateur unique.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Dans le cas où la Société dépasserait deux des trois critères de l'article 35 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'institution du commissaire aux comptes sera supprimée et un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, seront désignés par l'Assemblée Générale, qui fixera la durée de leur mandat qui ne pourra pas excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13. L'Assemblée Générale Annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2017.
3. Exceptionnellement le premier Président du Conseil d'Administration et les premiers administrateurs-délégués, peuvent être nommés lors de la première Assemblée Générale des actionnaires désignant le premier Conseil d'Administration.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants représentés ainsi qu'il a été dit, déclarent souscrire à l'entière du capital de la Société, c'est-à-dire à 100 (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (troiscent-dix EUROS) chacune, comme suit:

1. Monsieur Patrick SCHOSSELER préqualifié, cinquante-six actions	56
2. Monsieur Jérémy SCHOSSELER préqualifié, vingt-quatre actions	24
3. Monsieur Philippe DILLMANN préqualifié, dix actions	10
4. Monsieur Pascal KOLTES préqualifié, dix actions	10
TOTAL: cent actions	100

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de EUR 31'000,- (trente-et-un mille EUROS) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ 1.350,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants représentés comme pré-indiqué, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et en toute connaissance de l'ordre du jour, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1).

Deuxième résolution

Sont nommés administrateurs de la Société:

- Monsieur Patrick SCHOSSELER, Directeur, né à Hayange (France) le 26 novembre 1964, demeurant à F-57 700 Neufchef, 4 rue de Ranguévaux,
- Monsieur Jérémy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 7 avril 1992, demeurant à F-57 700 Neufchef, 4 rue de Ranguévaux,
- Monsieur Philippe DILLMANN, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 9 janvier 1971, demeurant à F-57 190 Florange, 17 rue Jean Jaurès,
- Monsieur Pascal KOLTES, administrateur de sociétés, né à Algrange (France) le 1^{er} avril 1965, demeurant à F-57 700 Neufchef, 18 cote Louis,

Troisième résolution

Monsieur Damien PRUNIER, né à Thionville (France) le 24 avril 1991, demeurant à F-57 700 Hayange, 6 rue des Troènes, est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société.

Quatrième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'assemblée générale ordinaire statutaire de 2021.

Cinquième résolution

Le siège social de la Société est établi à L-3895 FOETZ, 3 rue des Artisans.

Sixième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), Monsieur Jérémy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 7 avril 1992, demeurant à F-57 700 Neufchef, 4 rue de Ranguévaux, est nommé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2021, aux fonctions:

- de Président du Conseil d'Administration, et
- d'administrateur-délégué avec le pouvoir d'engager valablement la Société par sa signature conjointe avec un autre administrateur-délégué.

Septième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), Monsieur Philippe DILLMANN, administrateur de sociétés, né à Thionville (France) le 9 janvier 1971, demeurant à F-57 190 Florange, 17 rue Jean Jaurès, est nommé jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2021, en qualité de second administrateur-délégué avec le pouvoir d'engager valablement la Société par sa signature conjointe avec un autre administrateur-délégué.

DONT ACTE, fait et passé à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signés: Michaël DUVAL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 décembre 2015. Relation GAC/2015/11392. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015212860/191.

(150238300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Prepsa Traders S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 103.503.

—
In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of December
Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg),

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company “PREPSA TRADERS S.A.”, with registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg section B number 103.503, incorporated pursuant to a deed of the undersigned Notary, dated September 30th, 2004, published in the Mémorial C number 1298 of December 17th, 2004.

The corporate capital amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares with a nominal value of one thousand Euro (EUR 1.000.-) each.

The meeting is presided by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Gerhard NELLINGER, consultant, residing professionally in Luxembourg.

The bureau having thus been formed the chairwoman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been checked and signed by the shareholders who are present, the proxy holders of the represented shareholders and the undersigned notary, shall be kept at the latter's office.

The proxies of the represented shareholders, after having been signed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

1. Decision to liquidate the Company;
2. Appointment of Mrs Andrea THIELENHAUS and Mr Martin Nigel LEY as liquidators;
3. Powers of the liquidators;
4. Instruction for the liquidators;
5. Full and entire discharge to the directors and to the supervisory auditor of the Company for the performance of their respective mandates;
6. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken by the meeting by unanimous vote.

First resolution

The meeting decides to liquidate the company and its assets.

Second resolution

The meeting decides to appoint Mrs Andrea THIELENHAUS, born on March 25th, 1963 in Cologne (Germany), residing professionally in L-1660 Luxembourg, 70, Grand-Rue, and Mr Martin Nigel LEY, born September 20th, 1969 in Derby (United Kingdom), residing professionally in L-1660 Luxembourg, 70, Grand-Rue, as liquidators, in relation to the voluntary liquidation of the company. The liquidators are empowered to do everything only jointly which is required for the liquidation of the company and for disposal of the assets of the company.

Third resolution

The shareholders resolve to confer to the liquidators the broadest powers set for in article 144 et seq. of the law.

The liquidators shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations including those referred to in article 145 of the law, without the prior authorisation of the shareholders.

Fourth resolution

The shareholders resolve to instruct the liquidators to realize, on the best possible terms for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all debts of the Company and to transfer all the net assets to the sole shareholder.

Fifth resolution

The meeting gives full discharge to the directors and to auditor of the Company for the performance of their respective mandates.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand one hundred Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the attorney the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same attorney, in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «PREPSA TRADERS SA.», ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg section B numéro 103.503, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 30 septembre 2004, publié au Mémorial C numéro 1298 du 17 décembre 2004.

Le capital social s'élève à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Gerhard NELLINGER, conseiller, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions possédées par eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, contrôlée et signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, et par le notaire instrumentant, sera conservée à l'étude de celui-ci.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Résolution de liquider la société et ses avoirs.
2. Nomination de Madame Andrea THIELENHAUS et Monsieur Martin Nigel LEY, comme liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.
3. Pouvoir des liquidateurs.
4. Instruction aux liquidateurs.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats respectifs.
6. Divers.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de liquider la société et ses avoirs.

Deuxième résolution

l'assemblée désigne Madame Andrea THIELENHAUS, né le 25 mars 1963 à Cologne (Allemagne), demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-Rue et Monsieur Martin Nigel LEY, né le 20 septembre 1969 à Derby (Royaume-Uni), demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-Rue comme liquidateurs de la société et qui sont habilités conjointement à faire tout ce qui est nécessaire pour la liquidation et pour la liquidation de l'actif de la société.

Troisième résolution

Les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi pour exécuter son mandat, et notamment par les articles 144 à 148 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de charger les liquidateurs de réaliser, dans les meilleures conditions possibles et pour le meilleur compte possible, tous les actifs de la Société et de payer toutes les dettes de la Société et de transférer l'actif à l'actionnaire unique.

Cinquième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire de la société pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cent euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: Henri DA CRUZ, Gerhard NELLINGER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 décembre 2015. Relation GAC/2015/11535. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015212760/132.

(150238307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

EPF Acquisition Co 53 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 202.665.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of December.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960, hereby represented by Mr. Matthias Prochaska, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

After signature "ne varietur" by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "EPF Acquisition Co 53 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies (including shareholders and sister companies) and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The signature of the sole manager shall bind the Company.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (the Shareholders' Circular Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any manager or from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Shareholders' Circular Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31st) of December 2016.

Subscription and payment

Apollo EPF II Partnership, represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at five (5) the number of managers, and further resolved to appoint the following persons as managers with immediate effect and for an undetermined period:

- Shaun Collins, born on 23 May 1968 in Hinckley, United Kingdom, professionally residing at 25 St. George Street, London W1S 1FS, United Kingdom

- Patrick Mabry, born on 20 December 1974 in Austin, Texas, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

- Jason Stramel, born on 26 December 1979 in Denver, Colorado, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Matthias Prochaska, born on 7 October 1979 in Koblenz, Germany, with professional address at 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, born on 5 August 1976 in Hamburg, Germany, with professional address at 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

2. The registered office of the Company is located at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Par devant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marschall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, MH 96960, Marshall Islands,

représentée par M. Matthias Prochaska, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPF Acquisition Co 53 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts, créances et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil seront valablement prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se

parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société sera engagée par la signature du gérant unique.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil.

Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique.

Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Ecrites des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans mais qui peut être renouvelé.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente et un (31) décembre 2016.

Souscription et libération

Apollo EPF II Partnership, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

La montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5) et les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hinckley, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS, Royaume-Uni

- Patrick Mabry, né le 20 décembre 1974 à Austin, Texas, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Jason Stramel, né le 26 décembre 1979 à Denver, Colorado, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Matthias Prochaska, né le 7 octobre 1979 à Koblenz, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, né le 5 août 1976 à Hamburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

2. Le siège social de la Société est établi au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: M. Prochaska et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 décembre 2015. 2LAC/2015/29373. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212290/489.

(150239368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Bureau d'Etude de Systèmes de Sécurité Electroniques-Recherche et Développement, Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 3, Zone Industrielle In Den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 103.161.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 04 janvier 2016

L'Associée Unique décide de transférer le siège social de la société du 44, Hauptstrooss - L9980 WILWERDANGE à la Zone Industrielle In Den Allern - bâtiment n°3 - L9911 TROISVIERGES à compter de ce jour.

F. BREUGELMANS.

Référence de publication: 2016004432/11.

(160003539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Arbelan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46a, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 199.765.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 22 décembre 2015

L'associé unique décide de nommer la société Deloitte Audit S.à r.l., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895, aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé avec effet immédiat.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels se terminant au 31 décembre 2015 qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016004342/16.

(160003433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

Phantom Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 112.967.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an Extraordinary general Meeting of the Sole Shareholder of "PHANTOM HOLDING S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS Luxembourg under number B112967, having a share capital of EUR 12,500, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated on 21st December 2005, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 601, dated 23 March 2006. The articles of incorporation have not been amended since.

The meeting is presided by Mrs Isabel DIAS, private employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary of the meeting, and the meeting elects as scrutineer, Mrs Marilyn KRECKÉ, private employee, residing professionally at the same address.

The Chairman then states that:

I. It appears from the attendance list that 100% of the total capital of EUR 12,500 is duly represented at this meeting which is consequently validly held. The attendance list, signed "ne varietur" by the Sole Shareholder represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the minutes of the Sole Shareholder's meeting aforementioned and shall be filed at the same time with registration authorities.

II. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision on the dissolution of the Company and to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire).
2. Appointment of a liquidator (liquidateur).
3. Definition of the powers of the liquidator and decision of the liquidation procedure of the Company.
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the Sole Shareholder took the following resolutions:

First Resolution

The Sole Shareholder decides to dissolve the company and to put it into voluntary liquidation.

Second Resolution

The Sole Shareholder appoints as Liquidator FIDES (Luxembourg) S.A., a Société Anonyme, duly incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry under number B41469.

Third Resolution

The liquidator has the most extended powers as provided by articles 144 to 148bis of the Luxembourg law on commercial companies. He may carry out all the deeds provided by articles 145 without previous general meeting authorization if required by law.

All power are granted to the liquidator to represent the company for all operation being a matter of liquidation purpose to realize the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the company to the shareholders in proportion to their shareholding in kind or in cash.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company, have been estimated at one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

There being no further business on the Agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by the French version.

On request of the appearing persons, and in case of discrepancies between English and French version, the English one will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-sept décembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «PHANTOM HOLDING S.à r.l.», ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro B112967 et ayant un capital social de EUR 12.500, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire résident à Luxembourg, en date du 21 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 601 le 23 mars 2006. Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Isabel DIAS, employée privée, demeurant professionnellement à 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Madame le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à la même adresse.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Il ressort de la liste de présence que 100% du capital social de EUR 12.500 est représenté à cette réunion, qui est par conséquent, valablement tenue. La liste de présence signée «ne varietur» par l'Associé Unique représenté à la réunion, restera annexée au présent acte avec les minutes de la réunion de l'Associé Unique susmentionné pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Décision de la dissolution et de la mise en liquidation volontaire de la société;
2. Nomination d'un liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième Résolution

L'assemblée nomme le liquidateur, FIDES (Luxembourg) S.A., société anonyme, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B41469.

Troisième Résolution

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux associés, proportionnellement au nombre de leurs actions, en nature ou en numéraire.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite au présent acte sont estimés approximativement à mille trois cents Euros (EUR 1.300.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: I.Dias, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 décembre 2015. 2LAC/2015/29251. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212751/110.

(150238208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Tenencia Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 164.820.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of December.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2346 Luxembourg, 20, rue de la poste R.C.S. Luxembourg B37974,

duly represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be submitted together with it to the registration authorities.

The appearing party, represented as here above stated, has requested the undersigned notary to record the following:

1) that the company Tenencia Properties S.à r.l., a company duly incorporated and validly existing as a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 4-6, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 164820, was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary then residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on November 21, 2011, published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) under number 10 on January 3, 2012, whose articles of association have not been amended (the "Company");

2) That the corporate capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into one hundred (100) shares of one hundred and twenty-five euro (125.- EUR) each

3) That the appearing party is the holder of all the shares of the Company.

4) That the appearing party has decided to dissolve the Company, which has discontinued all activities.

5) That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

6) That the appearing party in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company and resolves to approve the accounts of liquidation of the Company.

7) That the appearing party declares that it takes over all the assets of the Company and that it will assume any existing debt of the Company pursuant to point VI.

8) That the liquidation of the Company is completed and that the company is to be construed as definitely terminated.

9) That full and entire discharge is granted to the managers of the dissolved Company for the performance of their mandate.

10) That the corporate documents of the Company shall be kept for the duration of five years at the former registered office of the Company.

Costs

The costs, fees and expenses, which the Company incurs in relation with the present deed are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy holder of the appearing party, acting as said before, the said proxy-holder has signed with the undersigned notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20 rue de la Poste, R.C.S. Luxembourg B37974,

ici dûment représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée.

Ladite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

1) Que la société à responsabilité limitée «Tenencia Properties S.à r.l.», ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.820 (la «Société»), a été constituée, suivant acte reçu, par Maître Francis KESSELER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 21 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 10 du 3 janvier 2012.

2) Que le capital social de la Société, s'élève actuellement à douze mille cinq cent euro (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) actions sans désignation de la valeur nominale.

3) Que la partie comparante est propriétaire de toutes les actions de la Société.

4) Que l'activité de la Société ayant cessé et que la partie comparante prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat.

5) Que la partie comparante se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6) Que la partie comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la Société dissoute et décide d'approuver les comptes de liquidation de la Société.

7) Que la partie comparante déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la société indiqué au point VI.

8) Que la liquidation de la Société est achevée et que celle-ci est à considérer comme définitivement close.

9) Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société dissoute pour l'exécution de son mandat.

10) Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société.

Frais, évaluation

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à 1.000,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 décembre 2015. Relation GAC/2015/11545. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015212918/97.

(150238474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 202.616.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen,
on the twenty-seventh day of the month of November.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway S.C.S., a common limited partnership (société en commandite simple) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, its registration with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés) pending, acting through its general partner, Credit Suisse (Lux) Energy GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, its registration with the Luxembourg register of trade and companies (registre de commerce et des sociétés) pending,

here represented by Mr Alexander WAGNER, Rechtsanwalt, residing professionally at 10, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal dated 26 November 2015.

Said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. "Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway Holding S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 12.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including anybody corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or anybody corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) divided into:

- Twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the "Class A Shares"),
- One thousand (1,000) class B shares (the "Class B Shares"),
- One thousand (1,000) class C shares (the "Class C Shares"),

- One thousand (1,000) class D shares (the "Class D Shares"),
- One thousand (1,000) class E shares (the "Class E Shares"),
- One thousand (1,000) class F shares (the "Class F Shares"),
- One thousand (1,000) class G shares (the "Class G Shares"),
- One thousand (1,000) class H shares (the "Class H Shares"),
- One thousand (1,000) class I shares (the "Class I Shares"), and
- One thousand (1,000) class J shares (the "Class J Shares"),

each a "Share" and together referred to as the "Shares", having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and the rights and obligations set out in these Articles and each class of Shares shall be referred to as a "Class". The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders" and individually a "Shareholder".

Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 The share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued Shares of one Class (a "Share Redemption") as may be determined from time to time by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers and approved by the Sole Shareholder or, as the case may be, the Shareholders provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. A reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a Class shall be made in the following order:

- (a) Class J Shares;
- (b) Class I Shares;
- (c) Class H Shares;
- (d) Class G Shares;
- (e) Class F Shares;
- (f) Class E Shares;
- (g) Class D Shares;
- (h) Class C Shares; and
- (i) Class B Shares.

Upon the repurchase and cancellation of an entire Class, the Cancellation Amount as determined by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company, and as approved by the Shareholder(s) will become due and payable by the Company to the Shareholder (s) pro-rata to their holding in such Class. For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles. The Managers may be appointed but are not necessarily appointed as class A Managers (each a "Class A Manager") or class B Managers (each a "Class B Manager").

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he/she is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one (1) Manager, the joint signature of any two (2) Managers, or in case of several classes of Managers, the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

11. Board meetings.

11.1 In case of plurality of Managers, the Board of Managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen.

11.2 The Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the Shareholders.

11.3 The Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers.

11.4 The Board of Managers shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

11.5 Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, telefax or by other electronic means of transmission to all Manager at least twenty four hours in advance of the day set for the meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action taken by the Board of Managers not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of transmission of each Manager and shall be deemed to be waived by any Manager who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

11.6 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another Manager as his proxy. Any Manager may attend a meeting of the Board of Managers using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A member of the Board of Managers attending a meeting of the Board of Managers by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

11.7 A meeting of the Board of Managers held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Managers participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

11.8 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. Managers who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or telefax or by other electronic means of communication.

11.9 In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

11.10 Circular resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or telefaxes. Such resolutions shall enter into force on the date of the circular resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the circular resolution shall become effective on the day on which the last signature of a member of the Board of Managers is affixed.

11.11 Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received from all members of the Board of Managers shall remain attached to and form an integral part of the circular resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

11.12 Any circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all members of the Board of Managers.

11.13 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman of the meeting.

11.14 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Board of Managers or chairman pro tempore of that meeting, or by two Managers.

12. Shareholders' resolutions.

12.1 Each Shareholder shall have one (1) vote for each Share of which he/she/it is the holder.

12.2 Subject as provided in Articles 12.3, 12.4 and 12.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

12.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

12.4 Subject as provided in Article 12.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

12.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

12.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

12.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

12.8

12.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five (25) Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

12.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 12.8.1 and the above provisions of Article 12.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14. Distributions on shares.

14.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

14.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholder (s) declare dividends. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders and such dividend shall be allocated and paid in the following sequential order:

- first to the holder(s) of the Class A Shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.25 % of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class B Shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.5 % of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class C Shares who shall be entitled to a dividend equal to 0.75 % of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class D Shares who shall be entitled to a dividend equal to 1.00 % of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class E Shares who shall be entitled to a dividend equal to 1.25 % of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class F Shares who shall be entitled to a dividend equal to 1.5 % of the nominal value of the Class F Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class G Shares who shall be entitled to a dividend equal to 1.75 % of the nominal value of the Class G Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class H Shares who shall be entitled to a dividend equal to 2.00 % of the nominal value of the Class H Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class I Shares who shall be entitled to a dividend equal to 2.25 % of the nominal value of the Class I Shares held by them, then,

- to the holder(s) of the Class J Shares who shall be entitled to a dividend equal to 2.5 % of the nominal value of the Class J Shares held by them.

14.3 The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year in accordance with the distribution provisions described in the preceding Article 14.2 of these Articles on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15. Dissolution and liquidation. The dissolution and liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 12. If at the time the Company has only one (1) Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to dissolve and liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company. However, after settling all outstanding debts and liabilities, including tax and liquidation costs, the remaining net assets of the Company shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as per the distribution rules set forth for dividend distributions in Article 14.2 of these Articles.

16. Interpretation and Luxembourg law.

16.1 Unless otherwise defined herein, capitalised terms used herein shall have the following meaning:

"Available Amount" shall mean for each Class the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits), increased by (i) any freely distributable reserves and share premium attributable to the Shares, and (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be repurchased and cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount;

NP = net profits (including carried forward profits);

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserves) as determined by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers whereby, for the avoidance of doubt, the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, may include or exclude in whole or in part such freely distributable reserves at his/her/its sole discretion;

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled;

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive; and

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or the Articles.

"Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class in accordance with the 1915 Law and these Articles.

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class.

16.2 In these Articles:

16.2.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

16.2.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

16.2.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

16.3 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2016.

Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway S.C.S.	12,500 Class A Shares
	1,000 Class B Shares
	1,000 Class C Shares
	1,000 Class D Shares
	1,000 Class E Shares
	1,000 Class F Shares
	1,000 Class G Shares
	1,000 Class H Shares
	1,000 Class I Shares
	1,000 Class J Shares
Total	<u>21,500 Shares</u>

All the Shares have been fully paid up in cash at one Euro (EUR 1.-) each for a total issue price of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-). Proof that the amount of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) in respect of this cash contribution, corresponding to a share capital of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-), is at the disposal of the Company has been given to the Notary, who expressly acknowledged receipt of the proof of payment.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed and/or in connection with its incorporation are estimated at approximately thousand three hundred euro.

Incorporation of the company

The Notary has confirmed that a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") has been incorporated by virtue of the present deed under the name "Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway Holding S.à r.l.", with the articles of incorporation and the share capital stated above.

Extraordinary shareholders resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, represented as stated above, representing the entirety of the subscribed capital of the Company and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Each of the following is appointed as a Manager of the Company for an undetermined duration:

(i) Mr Rudolf Kömen, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., born on 1 January 1967 in Trier, Germany, having its professional address at 5, rue Jean-Monnet, L-2180 Luxembourg;

(ii) Mr Fernand Schaus, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., Luxembourg born on 26 April 1967 in Sandweiler, Luxembourg, having its professional address at 5, rue Jean-Monnet, L-2180 Luxembourg; and

(iii) Mr Dominik Bollier, Managing Partner, Credit Suisse Energy Infrastructure Partners AG, Zurich, born on July 24, 1976, in Horgen, Switzerland, having its professional address at Kalanderplatz 5, 8070 Zurich, Switzerland.

2) The registered office of the Company is at 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorangehenden Englischen Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn,
am siebenundzwanzigsten Tag des Monats November.

Vor Uns Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen:

Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway S.C.S., eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit angefragter Eintragung im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (registre de commerce et des sociétés), agierend durch ihren Komplementär, Credit Suisse (Lux) Energy GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter Luxemburger Recht, mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit angefragter Eintragung im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (registre de commerce et des sociétés),

hier vertreten durch Herrn Alexander WAGNER, Rechtsanwalt, berufsansässig in 10, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxemburg,

gemäß einer am 26. November 2015 ausgestellten privatschriftlicher Vollmacht.

Die besagte Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die vorstehend erschienene Partei, wie oben dargelegt vertreten, beauftragte den unterzeichnenden Notar wie folgt die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") zu beurkunden:

1. Rechtsform und Firma. Dieses Dokument ist die Satzung ("Satzung") der Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway Holding S.à r.l. (die "Gesellschaft"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die nach Luxemburger Recht, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung ("Gesetz von 1915"), gegründet wurde.

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ("Gesellschaftssitz") ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft kann:

2.2.1 an einen anderen Ort innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden,

(a) wenn der alleinige Geschäftsführer (im Sinne von Artikel 8.2) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(b) wenn die Geschäftsführung (im Sinne von Artikel 8.3) dies entscheidet, sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt eine Geschäftsführung hat;

2.2.2 an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg (innerhalb oder außerhalb derselben Gemeinde) verlegt werden, wenn die Gesellschafter der Gesellschaft dies durch Beschluss ("Gesellschafterbeschluss") gemäß dieser Satzung - insbesondere gemäß Artikel 12.4 - und dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz von 1915, in der jeweils geltenden Fassung ("Luxemburger Recht") entscheiden.

2.3 Sofern eine militärische, politische, wirtschaftliche, soziale oder sonstige Lage eintritt oder als unmittelbar bevorstehend anzunehmen ist und sofern dadurch eine normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz verhindert wird, kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehende Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft ins Ausland wird durch den alleinigen Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung getroffen.

2.4 Die Gesellschaft kann Büros und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland unterhalten.

3. Gesellschaftszweck. Der Gesellschaftszweck besteht darin,

3.1 als Anlageholdinggesellschaft (investment holding company) zu fungieren und die Geschäfte der juristischen Personen zu koordinieren, an denen die Gesellschaft jeweils unmittelbare oder mittelbare Beteiligungen hält, und (durch Zeichnung, öffentliches Gebot, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise) Aktien, Anteile, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen und andere ausgegebene oder garantierte Wertpapiere oder Vermögensgegenstände zu erwerben, diese als Anlage zu halten, und sie zu verkaufen, zu tauschen bzw. auf sonstige Weise darüber zu verfügen;

3.2 Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte zu betreiben, sowie Geschäfte, Vermögen oder Verbindlichkeiten von Personen, die Handelsgeschäfte und sonstige Geschäfte betreiben, vollständig oder teilweise zu erwerben, zu übernehmen oder fortzuführen;

3.3 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Gelder und Mittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, und beliebigen Personen Kredite und Darlehen mit oder ohne Sicherheitsleistung zu gewähren;

3.4 zu Konditionen, die der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, Kredite aufzunehmen, Kapital zu beschaffen und Zahlungen sicherzustellen, was (soweit nach Luxemburger Recht zulässig) durch Ausgabe von Obligationen und anderen Wertpapieren oder Finanzierungsinstrumenten erfolgen kann, unabhängig davon, ob diese befristet oder unbefristet, wandelbar oder nicht wandelbar sind, oder ob dadurch (gegenwärtiges oder zukünftiges) Vermögen der Gesellschaft oder noch nicht abgerufenes Kapital ganz oder teilweise belastet wird, und solche Wertpapiere zu kaufen, zurückzukaufen, umzuwandeln und abzubezahlen;

3.5 Beteiligungen an Personengesellschaften zu erwerben, mit beliebigen Personen, auch Mitarbeitern der Gesellschaft, oder Personengesellschaften zu verschmelzen, zu fusionieren, oder sich zusammenschließen oder eine sonstige Vereinbarung zum Zwecke der Beteiligung an Gewinnen, der Bündelung von Interessen, der Zusammenarbeit, der Gründung eines Gemeinschaftsunternehmens (Joint Venture) o.ä. zu treffen;

3.6 Garantien, Garantieverträge oder Bürgschaften zu vereinbaren, sowie Sicherheiten für die Erfüllung der sich hieraus ergebenden Verpflichtungen oder für die Zahlung von Geldleistungen (auch solchen von juristische Personen, an denen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung in beliebiger Höhe hält, oder Personen ("Holdinggesellschaft" (Holding Entity)), die Inhaber einer direkten oder indirekten Beteiligung an der Gesellschaft sind oder der gleichen Unternehmensgruppe angehören oder auf sonstige Weise mit der Gesellschaft geschäftlich oder unternehmerisch verbunden sind) bereitzustellen, dies gilt unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch (mittelbar oder unmittelbar) eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält und unabhängig davon, ob eine persönliche Zusage oder ein Pfandrecht, eine Belastung oder ein dingliches Sicherungsrecht an einem Teil oder der Gesamtheit der Verpflichtungen, des Eigentums oder des (gegenwärtigen oder zukünftigen) Vermögens der Gesellschaft oder eine sonstige Sicherheit existiert; wobei der Begriff der "Garantie" im Sinne dieses Artikels 3.6 unabhängig von der genauen Bezeichnung jede Verpflichtung zur Zahlung, Erfüllung bzw. Bereitstellung von Geldern zur Zahlung oder Erfüllung von Schulden Dritter oder zur Sicherstellung von Zahlungen im Falle eines Zahlungsausfalls und jede anderweitige Haftung für die Verbindlichkeiten oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen umfasst;

3.7 bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie diesbezügliche Rechte oder Vorteile zu kaufen, zu pachten, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben;

3.8 gegen ein Entgelt, das der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für angemessen erachtet, bewegliches oder unbewegliches Vermögen sowie Teile oder die Gesamtheit der Verpflichtungen oder des Unternehmens der Gesellschaft zu verkaufen, zu verpachten, auszutauschen, zu vermieten oder darüber zu verfügen, insbesondere auch gegen - voll oder teilweise eingezahlte - Aktien, Schuldverschreibungen und andere Wertpapiere beliebiger Personen, unabhängig davon, ob diese Personen Zwecke verfolgen, die denen der Gesellschaft (gänzlich oder teilweise) vergleichbar sind; solchermaßen erworbene Anteile, Schuldverschreibungen und Wertpapiere zu halten, sowie Vermögen und Rechte der Gesellschaft in Teilen oder als Ganzes zu optimieren, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verpachten, zu belasten, darüber zu verfügen, zum Gegenstand von Optionsrechten zu machen, zu verwerten oder anderweitig damit zu verfahren;

3.9 Handlungen gemäß diesem Artikel 3 (a) weltweit, (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges, (c) von oder über einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Subunternehmer oder sonstigen (d) eigenständig oder zusammen mit einer oder mehreren anderen Personen vorzunehmen;

3.10 sämtliche Handlungen vorzunehmen, welche der alleinige Geschäftsführer bzw. die Geschäftsführung für die Erfüllung der Geschäftszwecke oder die Ausübung seiner Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet (dies umfasst den Abschluss, die Erfüllung und Durchführung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten einer beliebigen Person);

WOBEI die Gesellschaft STETS solche Geschäfte unterlassen wird, die der Finanzaufsicht unterliegen oder für die nach Luxemburger Recht eine Gewerbe genehmigung erforderlich wäre, die die Gesellschaft aber nicht besitzt.

4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

5. Stammkapital.

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt einundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 21.500,-) eingeteilt in: zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"),

tausend (1.000) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile"), und

tausend (1.000) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"),

jeweils ein "Anteil", und gemeinsam die "Anteile", mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) und den Rechten und Pflichten, die in dieser Satzung festgelegt sind, und jede Klasse von Anteilen eine "Klasse". Die Inhaber der Anteile

werden in dieser Satzung als "Gesellschafter" bezeichnet und der Begriff "Gesellschafter" im Singular ist entsprechend auszulegen.

Jeder Anteil verleiht das Recht zu einer Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto ("Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches Aufgelder einzuzahlen sind, die auf Anteile gezahlt werden. Über die Verwendung dieses Aufgeldkontos entscheidet/entscheiden der alleinige Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Kapitalbeteiligungen oder sonstige Einlagen unbeschränkt annehmen, ohne Anteile oder andere Wertpapiere als Gegenleistung dafür auszugeben, und sie kann diese Einlagen auf einem oder mehreren Konten verbuchen. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, sind von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung zu treffen. Um Missverständnisse auszuschließen: Im Rahmen einer solchen Entscheidung kann die Einlage der Person zugeordnet werden, die die Einlage geleistet hat, dies ist aber nicht zwingend erforderlich.

5.4 Das Stammkapital der Gesellschaft kann ausschließlich durch einen Rückkauf mit darauffolgender Annullierung aller Anteile einer bestimmten Klasse erfolgen (ein "Anteilsrückkauf") wie dies von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung von Zeit zu Zeit entschieden werden kann, vorausgesetzt dass die Gesellschaft zu keinem Zeitpunkt die Klasse A Anteile zurückkaufen und annullieren soll. Eine Kapitalherabsetzung durch den Rückkauf und die Annullierung einer Klasse soll nach der folgenden Reihenfolge erfolgen:

- (a) Klasse J Anteile;
- (b) Klasse I Anteile;
- (c) Klasse H Anteile;
- (d) Klasse G Anteile;
- (e) Klasse F Anteile;
- (f) Klasse E Anteile;
- (g) Klasse D Anteile;
- (h) Klasse C Anteile; und
- (i) Klasse B Anteile;

Bei dem Rückkauf und der Annullierung einer vollständigen Klasse, wird der Annullierungsbetrag von dem alleinigen Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Geschäftsführung im angemessenen Ermessen und im besten Interesse der Gesellschaft bestimmt, und wie von dem/den Gesellschafter(n) genehmigt, von der Gesellschaft an den/die Gesellschafter jeweils in Höhe ihrer Beteiligung in der jeweiligen Klasse fällig und zahlbar. Zur Vermeidung von Missverständnissen sei erwähnt dass die Gesellschaft ihren Zahlverpflichtungen durch Bezahlung, Sachleistungen oder Aufrechnung gerecht werden kann.

6. Unteilbarkeit der Anteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 Mehrere Personen können als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden, sofern alle Inhaber eines Anteils die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll und die Gesellschaft wird den Vertreter so behandeln, als ob er der einzige Gesellschafter wäre; dies gilt auch in Bezug auf Abstimmungsrechte und Dividenden- oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung von Anteilen.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Solange die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat,

7.2.1 dürfen mit Ausnahme eines Todesfalls eines Gesellschafters Anteile nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Anteile halten, genehmigt;

7.2.2 dürfen Anteile im Falle des Todes eines Gesellschafters nicht an Personen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, die Übertragung wurde bei einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit der überlebenden Gesellschafter, die mindestens drei Viertel der Anteile halten, genehmigt, oder die Voraussetzungen von Artikel 189 des Gesetzes von 1915 liegen vor;

7.2.3 erfolgt die Übertragung von Anteilen vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") geführt, die durch einen Gesellschafterbeschluss bestellt werden, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird. Die Geschäftsführer können, müssen jedoch nicht unbedingt, als Klasse A Geschäftsführer ("Klasse A Geschäftsführer") oder als Klasse B Geschäftsführer ("Klasse B Geschäftsführer") ernannt werden.

8.2 Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, wird dieser in der vorliegenden Satzung als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Wenn die Gesellschaft gegebenenfalls mehr als einen Geschäftsführer hat, bilden diese eine Geschäftsführung (conseil de gérance) ("Geschäftsführung").

8.4 Ein Geschäftsführer kann durch Gesellschafterbeschluss, der gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung gefasst wird, jederzeit aus einem jedweden Grund seines Amtes enthoben werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführung. Die Geschäftsführung - bzw. der alleinige Geschäftsführer, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, - ist befugt, sämtliche Handlungen vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, sofern diese Handlungen nicht gemäß Luxemburger Recht oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

10. Vertretung. Gemäß Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten folgendermaßen vertreten oder wirksam verpflichtet:

10.1 Sofern die Gesellschaft einen alleinigen Geschäftsführer hat, durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers;

10.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen (1) Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zweier (2) Geschäftsführer, oder im Falle von verschiedenen Klassen von Geschäftsführern, der gemeinsamen Unterschrift von jeweils einem (1) Klasse A Geschäftsführer und einem (1) Klasse B Geschäftsführer.

11. Sitzungen der Geschäftsführung.

11.1 Im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, ernennt die Geschäftsführung aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretende Vize-Vorsitzende ernennen.

11.2 Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

11.3 Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte ("Officers") der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, von der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

11.4 Die Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

11.5 Die Einladung zu einer Versammlung der Geschäftsführung erfolgt schriftlich bzw. per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder auf elektronischem Wege und soll mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Versammlung zugestellt werden. Die Einladung beinhaltet die Tagesordnung der Versammlung. Ein nicht in der Tagesordnung enthaltener Agenda-Punkt kann nicht rechtsgültig in der Versammlung beraten werden. Auf die Einberufung zur Versammlung der Geschäftsführer kann verzichtet werden mittels schriftlicher Einwilligung bzw. mittels einer Zustellung der Mitteilung per Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder elektronischer Mittel. Das Erfordernis der Einberufung gilt als verzichtet für alle in der Versammlung anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen Geschäftsführer. Für die Versammlungen, die gemäß einem durch Beschluss der Geschäftsführer festgesetzten Zeitplan abgehalten werden, ist keine zusätzliche Einladung zur Versammlung erforderlich.

11.6 Jeder Geschäftsführer kann sich in der Versammlung der Geschäftsführer durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen, in dem er schriftlich bzw. per Kabel, Telefax, Telegramm, Telex, einen anderen Geschäftsführer als seinen Bevollmächtigten ernennt.

11.7 Eine Versammlung der Geschäftsführer per Telefon oder Video-Konferenzschaltung oder jeder anderen Art von Audio- oder Videokommunikation, an der ein Quorum von Geschäftsführern teilnimmt, ist genauso bindend als ob alle Geschäftsführer persönlich anwesend gewesen wären, vorausgesetzt, ein Protokoll wurde erstellt und vom Vorsitzenden der Geschäftsführungssitzung unterzeichnet.

11.8 Die Geschäftsführung kann rechtsgültig Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der Geschäftsführer gefasst, welche bei der Sitzung anwesend oder vertreten sind. Nicht persönlich anwesende oder nicht vertretene Geschäftsführer können schriftlich bzw. durch Kabel, Telegramm, Telex, Fax oder durch Einsatz anderer elektronischer Mittel an der Abstimmung teilnehmen.

11.9 Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

11.10 Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurden, sind genauso rechtswirksam und bindend, als ob die Sitzung ordnungsgemäß einberufen und abgehalten worden wäre. Die Unterschrift der Geschäftsführer kann auf einer einzelnen Ausfertigung bzw. auf mehreren Ausfertigungen eines jeden Beschlusses vermerkt sein, und auch per Brief, Telefax oder Telex bestätigt werden. Diese Beschlüsse treten in Kraft am Tage des im Umlaufbeschluss ver-

merkten Datums. Sollte dort kein spezielles Datum vermerkt sein, wird der Umlaufbeschluss gültig an dem Tag, an dem die letzte Unterschrift getätigt wird.

11.11 Beschlüsse, die durch elektronische Mittel wie z.B. per E-Mail, ein Telegramm oder ein Telex gefasst werden, müssen anschließend durch einen Zirkularbeschluss formalisiert werden. Das Inkrafttreten des Zirkularbeschlusses erfolgt am Tage der letzten Zustimmungserklärung, welche die Gesellschaft in elektronischer Form erhielt. Die Zustimmungen von allen Mitgliedern der Geschäftsführung werden dem Umlaufbeschluss beigelegt und bilden dabei einen integralen Bestandteil derselben, wobei der Umlaufbeschluss die zuvor in elektronischer Form gefassten Beschlüsse bestätigt.

11.12 Umlaufbeschlüsse können nur durch einstimmigen Beschluss aller Geschäftsführer gefasst werden.

11.13 Die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung müssen durch den Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet werden.

11.14 Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, welche für die Zwecke von juristischen Verfahren oder andersweitig erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Geschäftsführung oder seinem zeitweisen Vertreter in dieser Sitzung oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

12. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

12.1 Jedem Gesellschafter steht für jeden Anteil, dessen Inhaber er ist, eine (1) Stimme zu.

12.2 Vorbehaltlich der Artikel 12.3, 12.4 und 12.5 sind Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur wirksam, wenn sie von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte der Anteile halten, gefasst wurden; sofern diese Zahl bei der ersten Sitzung oder der ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter durch Einschreiben ein zweites Mal einberufen bzw. befragt, wobei der Beschluss mit einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile gefasst wird.

12.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft sowie die Erhöhung der Verpflichtungen der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft kann die Gesellschafterversammlung nur einstimmig beschließen.

12.4 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 12.3 bedarf ein Beschluss zur Änderung dieser Satzung (inklusive einer Verlegung vom Gesellschaftssitz) vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen einer zahlenmäßigen Mehrheit von Gesellschaftern, die mehr als drei Viertel der Anteile halten.

12.5 Ein Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft oder zur Festlegung der Art und Weise der Abwicklung der Gesellschaft und/oder zur Ernennung der Liquidatoren ist gemäß Luxemburger Recht zu fassen.

12.6 Eine Gesellschafterversammlung ("Gesellschafterversammlung") kann auch bei Nichtbefolgung sämtlicher oder einzelner formaler Anforderungen an die Einberufung einer Gesellschafterversammlung wirksam beraten und Beschlüsse fassen, falls alle Gesellschafter auf die Einhaltung dieser formalen Erfordernisse schriftlich oder bei der betreffenden Gesellschafterversammlung persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter verzichtet haben.

12.7 Ein Gesellschafter kann auf einer Gesellschafterversammlung vertreten werden, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder auf vergleichbarem Weg) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten bestellt, der kein Gesellschafter zu sein braucht.

12.8

12.8.1 Sofern die Gesellschaft zum gegebenen Zeitpunkt nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, können Gesellschafterbeschlüsse durch eine Abstimmung der Gesellschafter außerhalb einer Gesellschafterversammlung im Umlaufverfahren gefasst werden, sofern jeder Gesellschafter den genauen Wortlaut der zu treffenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhält.

12.8.2 Die Mehrheitserfordernisse für Beschlussfassungen der Gesellschafterversammlung gelten für schriftliche Beschlussfassungen im Umlaufverfahren der Gesellschafter entsprechend sinngemäß. Außer sofern nach Luxemburger Recht erforderlich, existieren für schriftliche Beschlussfassungen der Gesellschafter keine Anforderungen an die Beschlussfähigkeit. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter werden vorbehaltlich der Anforderungen der Artikel 12.8.1 und 12.8.2 unverzüglich mit Eingang der Originale (oder der per Fax oder als E-Mail-Anlagen übermittelter Kopien) bei der Gesellschaft wirksam, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

13. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres, wobei das erste Geschäftsjahr übergangsweise am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am darauf folgenden 31. Dezember endet (alle Daten jeweils einschließlich).

14. Ausschüttungen.

14.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, der in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht ermittelt wird, werden fünf Prozent (5%) in eine gesetzliche Rücklage eingestellt. Diese Verpflichtung zur Bildung der Rücklage verliert ihren zwingenden Charakter, sobald die gesetzliche Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

14.2 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der vorliegenden Satzung kann die Gesellschaft durch Beschluss des Gesellschafters/der Gesellschafter Dividenden beschließen und festsetzen. Die Entscheidung zur Ausschüttung und die Bestimmung des Betrags dieser Ausschüttung werden von den Gesellschaftern getroffen und diese Dividende soll in der folgenden Reihenfolge ausgeschüttet werden:

- zuerst an den/die Inhaber der Klasse A Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 0,25% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse A Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse B Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 0,5% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse B Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse C Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 0,75% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse C Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse D Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 1,00% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse D Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse E Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 1,25% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse E Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse F Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 1,5% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse F Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse G Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 1,75% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse G Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse H Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 2,00% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse H Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse I Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 2,25% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse I Anteile entspricht haben soll/en, dann,
- an den/die Inhaber der Klasse J Anteile, der/die einen Anspruch auf eine Dividende die einem Betrag von 2,5% des Nennwertes aller der von diesem/n Inhaber gehaltenen Klasse J Anteile entspricht haben soll/en.

14.3 Der alleinige Geschäftsführer oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung kann beschließen, vor Ende des Geschäftsjahres Zwischendividenden an den oder die Gesellschafter im Einklang mit in Artikel 14.2 der vorliegenden Satzung genannten Vorschriften auszuzahlen, wenn aus dem Abschluss hervorgeht, dass ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei (i) die auszuschüttenden Beträge die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich vorgetragener Gewinne und ausschüttungsfähiger Rücklagen, aber abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Beträge, die in Rücklagen einzustellen sind, die gemäß dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung zu bilden sind - nicht übersteigen dürfen, und (ii) ausgeschüttete Summen, die nicht durch tatsächliche Gewinne gedeckt sind, von dem oder den jeweiligen Gesellschafter(n) zurückgefordert werden können.

15. Auflösung und Liquidation.

15.1 Über die Liquidation der Gesellschaft wird durch die Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und Artikel 1211.1 entschieden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen (1) Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter beschließen, die Gesellschaft abzuwickeln, indem er persönlich alle bekannten oder unbekanntem Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt. Nachdem alle ausstehenden Schulden und Verbindlichkeiten, einschließlich Steuer- und Abwicklungskosten, beglichen worden sind, sind die verbleibenden Nettovermögenswerte der Gesellschaft an den/die Gesellschafter so auszuschütten, dass insgesamt das gleiche wirtschaftliche Ergebnis wie das im Sinne der Ausschüttungsregeln für Dividenden in Artikel 14.2 dieser Satzung erreicht wird.

16. Auslegung und Luxemburger Recht.

16.1 Sofern in dieser Satzung nicht anders definiert, haben die hierin benutzten großgeschriebenen Begriffe die folgende Bedeutung:

"Verfügbarer Betrag" bedeutet für jede Klasse den vollständigen Betrag des Nettogewinns der Gesellschaft (inklusive Gewinnvorträge) erhöht durch (i) die jeweiligen frei ausschüttbaren Reserven und den Anteilen zugeteiltem Aufgeld, und (ii), gegebenenfalls, durch den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zurückzukaufenden und zu annullierenden Klasse von Anteilen, jedoch reduziert durch (i) jegliche positiv bilanzierte Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) jegliche von Gesetzes wegen (im Sinne des Gesetzes von 1915) oder kraft dieser Satzung in Rücklagen einzuzahlenden Summen, jeweils so wie in den entsprechenden Zwischenabschlüssen wiedergegebenen Maße (zu Vermeidung von Missverständnissen, ohne Doppelzählung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR),$$

wobei:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträge);

P = jegliche frei verfügbaren Rücklagen (einschließlich Aufgeld), wie durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung bestimmt, wobei, um Missverständnisse auszuschließen, der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, die Geschäftsführung nach seinem/ihrem Ermessen

	entscheidet, den Gesamtbetrag oder einen Teilbetrag solcher frei verfügbaren Rücklagen einzubeziehen oder auszuschließen;
	CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage bezüglich der zu annullierenden Klasse von Anteilen;
	L = als positiv bilanzierte Verluste (einschließlich Verlustvorträge);
	LR = jegliche, nach den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 oder dieser Satzung, den Rücklagen zuzuordnende Summen.
"Annullierungsbetrag"	bedeutet ein Betrag, der den Verfügbaren Betrag, bezüglich der jeweiligen Klasse von Anteilen, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 oder dieser Satzung nicht übersteigt.
"Zwischenabschlüsse"	bedeutet die Zwischenabschlüsse der Gesellschaft zu dem entsprechenden Datum der Zwischenabschlüsse.
"Datum der Zwischenabschlüsse"	bedeutet das Datum, das nicht mehr als dreißig (30) Tage und nicht weniger als zehn (10) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der jeweiligen Klasse liegt.

16.2 In der vorliegenden Satzung

16.2.1 gilt jeweils Folgendes:

(a) Bei Verwendung eines grammatikalischen Geschlechts zur Bezeichnung von Personen sind Personen des anderen Geschlechts ebenfalls gemeint;

(b) Begriffsverwendungen in Einzahl und Mehrzahl sind jeweils austauschbar, sofern sich aus dem Zusammenhang nichts anderes ergibt;

(c) vom Begriff der "Person" sind natürliche Personen, Unternehmen, Gesellschaften und sonstige juristische Personen, Regierungen, Staaten oder staatliche Behörden oder Joint Ventures, Vereine, Personengesellschaften, Betriebsräte oder Arbeitnehmervertretungen (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit) umfasst;

(d) beim Verweis auf gesetzliche Bestimmungen oder Gesetze sind diesbezügliche Änderungen und geänderte oder unveränderte Neufassungen der Bestimmungen oder Gesetze ebenfalls umfasst;

16.2.2 sollen Formulierungen wie "sind ebenfalls gemeint" oder "sind umfasst" oder "einschließlich" so verstanden werden, als würden Worte wie "...aber nicht ausschließlich..." oder "...aber nicht begrenzt auf..." oder "...aber nicht eingeschränkt auf..." diesen Formulierungen nachstehen; allgemeine Begriffe sind nicht deshalb einschränkend auszulegen, weil davor oder danach konkretere Handlungen, Begriffe oder Beispiele stehen;

16.2.3 lassen die Überschriften die Auslegung dieser Satzung unberührt.

16.3 Ergänzend zu dieser Satzung gelten für die Gesellschaft alle anwendbaren Bestimmungen Luxemburger Rechts."

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung - Zahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet:

Zeichner	Anteile
Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway S.C.S.	12.500 Klasse A Anteile
	1.000 Klasse B Anteile
	1.000 Klasse C Anteile
	1.000 Klasse D Anteile
	1.000 Klasse E Anteile
	1.000 Klasse F Anteile
	1.000 Klasse G Anteile
	1.000 Klasse H Anteile
	1.000 Klasse I Anteile
	1.000 Klasse J Anteile
Gesamt	21.500 Anteile

Alle Anteile wurden vollständig durch eine Bareinlage von jeweils einem Euro (EUR 1.-) und einen Zeichnungspreis von insgesamt einundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 21.500.-) eingezahlt. Der Nachweis dieser Zahlung und dass ein Betrag von einundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 21.500.-) der Gesellschaft zur Verfügung gestellt wurde, ist dem Notar vorgelegt worden, der die Entgegennahme dieses Zahlungsnachweises ausdrücklich feststellte.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde und/oder der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten einer jedweden Form, belaufen sich auf tausenddreihundert Euro.

Gründung der Gesellschaft

Der Notar bestätigte, dass eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") durch die vorliegende Urkunde unter dem Namen "Credit Suisse (Lux) Wind Power Central Norway Holding S.à r.l.", mit der oben genannten Satzung sowie dem darin genannten Gesellschaftskapital gegründet wurde.

Ausserordentliche Gesellschafterbeschlüsse

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat die oben genannte Person, wie vorstehend vertreten, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertritt und die der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausübt, die folgenden Beschlüsse gefasst:

1) Jede der folgenden Personen wird als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Zeit ernannt:

(i) Herr Rudolf Kömen, Verwaltungsrat, Credit Suisse Fund Management S.A., geboren am 1 Januar 1967 in Trier, Deutschland, mit beruflicher Anschrift 5, rue Jean-Monnet, L-2180 Luxembourg; und

(ii) Herr Fernand Schaus, Verwaltungsrat, Credit Suisse Fund Management S.A., geboren am 26 April 1967 in Sandweiler, Luxemburg, mit beruflicher Anschrift 5, rue Jean-Monnet, L-2180 Luxembourg; und

(iii) Herr Dominik Bollier, Managing Partner, Credit Suisse Energy Infrastructure Partners AG, Zurich, geboren am 24 July 1976, in Horgen, Schweiz, mit beruflicher Anschrift in Kalandersplatz 5, 8070 Zürich, Schweiz.

2) Der Gesellschaftssitz ist in 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Wunsch der vorstehend genannten Person ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg, zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text der Erschienenen vorgelesen wurde, deren Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. WAGNER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 01. Dezember 2015. Relation: EAC/2015/28367. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015212176/802.

(150238185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Sportanlage Gummersacher Strasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 202.047.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 30 décembre 2015 que:

- Monsieur Jiangwei LIU, né le 11 juillet 1975 à Sichuan, Chine, et résidant professionnellement à l'Units 5211-12, 52/F, The Center, 99 Queen's Road Central, Hong Kong, a été nommé Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

- Monsieur Bingdong ZHAO, né le 13 juillet 1971 à Pékin, Chine, et résidant professionnellement à l'Units 5211-12, 52/F, The Center, 99 Queen's Road Central, Hong Kong, a été nommé Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

- Madame Qinfang LIAO, née le 16 janvier 1981 à Sichuan, Chine, et résidant professionnellement à l'Units 5211-12, 52/F, The Center, 99 Queen's Road Central, Hong Kong, a été nommé Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

- Monsieur Herman SCHOMMARZ, né le 20 novembre 1970 à Amersfoort, Pays-Bas, et résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, a été nommé Gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 05 Janvier 2016.

Référence de publication: 2016004126/23.

(160002262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.